

REPONSE D'ENGIE

CONSULTATION PUBLIQUE SUR LES PROCHAINS TARIFS D'UTILISATION DES RESEAUX PUBLICS (TURPE) D'ELECTRICITE DANS LE DOMAINE DE TENSION HTB

ENGIE remercie la CRE pour sa consultation sur le prochain TURPE HTB et souhaite appeler son attention sur :

- **La stabilité régulatoire** : les consommateurs attendent une stabilité des offres, que les fournisseurs doivent être en mesure de leur offrir dans un cadre tarifaire stable, prévisible et offrant une grande visibilité sur les évolutions futures, notamment en niveau et en structure. ENGIE souhaite en conséquence que le cadre de régulation joue pleinement son rôle grâce à la formule d'indexation du niveau des grilles et au mécanisme de CRCP, sans avoir à activer de clause de rendez-vous.
- **Le financement des réserves d'équilibrages** : ENGIE partage totalement les modalités de financement par le TURPE proposé par la CRE,

Question 1 : Quel est votre retour d'expérience sur le TURPE 4 HTB entré en vigueur le 1er août 2013 ? Partagez-vous les analyses de la CRE sur le bilan du TURPE 4 HTB ?

Pour ENGIE, le TURPE a correctement rempli sa fonction au cours de l'exercice tarifaire 2012-2017.

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien d'une durée de quatre ans environ pour le prochain tarif de RTE ? Sinon, quelle serait, selon vous, la durée la plus pertinente ?

ENGIE est favorable à un exercice tarifaire d'au moins 4 ans, avec une actualisation annuelle chaque 1^{er} août, permettant d'obtenir la stabilité du cadre régulatoire pour une durée raisonnable.

Cette durée apporte une bonne visibilité aux fournisseurs qui construisent des offres portant sur 2 ou 3 ans. En revanche, la volatilité des tarifs, en cas d'évolutions non prévues ou prévisibles, rend difficile l'émergence de nouvelles offres sur de telles durées alors que les consommateurs souhaitent en majeure partie des prix stables.

Pour ces raisons, ENGIE est très réticent à la mise en place d'une clause de rendez-vous à mi exercice tarifaire, car elle contribue à déstabiliser le marché du fait d'évolutions réglementaires imprévisibles par les fournisseurs. Si la CRE retenait ce choix, cette clause ne devrait être activée qu'en cas d'évolution tout à fait exceptionnelle, dans la mesure où le CRCP joue déjà un rôle de lissage des charges et produits.

Question 3 : Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme en vigueur d'incitation à la productivité sur les charges nettes d'exploitation de RTE selon lequel l'opérateur conserve les gains et pertes par rapport à la trajectoire prévisionnelle ?

ENGIE est favorable à la reconduction du mécanisme en vigueur.

Question 4 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE pour le financement de la constitution des réserves d'équilibrage ? En particulier, êtes-vous favorable à la mise en œuvre d'une régulation incitative pour ce poste ?

ENGIE est tout à fait favorable à la proposition de la CRE consistant à financer la constitution des réserves d'équilibrage par le TURPE HTB.

ENGIE est également favorable au principe d'incitation proposé par la CRE, portant d'abord sur les volumes. En revanche, ENGIE considère que pour limiter le risque prix, la CRE devrait définir une politique de couverture visant à étaler dans le temps les achats, de façon à sécuriser le financement des réserves.

Question 5 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas inclure dans le CRCP les charges relatives aux Services système tension pour le TURPE 5 HTB ?

La proposition de la CRE apparaît raisonnable pour l'exercice tarifaire TURPE 5.

Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'inclure les pénalités des appels d'offres pour les réserves rapide et complémentaires et celles des services système fréquence et tension à 100% au CRCP ?

ENGIE est favorable à la proposition de la CRE dans la mesure où le TURPE supporte le coût des réserves, et que les écarts de coûts sont également traités dans le cadre du CRCP.

Question 7 : Avez-vous des remarques sur le cadre incitatif envisagé pour les projets d'interconnexion ?

ENGIE est favorable à la proposition de la CRE consistant à inciter RTE en fonction des flux commerciaux apportés par l'interconnexion, dans la mesure où leur développement est indispensable au bon fonctionnement du marché européen de l'électricité.

La proposition de RTE qui a pour objectif d'inciter à une plus grande disponibilité des interconnexions, va dans le même sens.

Dans la mesure où ces deux incitations ont chacune leurs mérites propres, ENGIE souhaiterait que la CRE les prenne toutes deux en compte, par exemple au travers d'une double incitation, dont chaque composante se-rait pondérée par un facteur de proportionnalité (20% sur les volumes échangés, 80% sur une disponibilité élevée de l'interconnexion).

Question 8 : Avez-vous des remarques concernant le mécanisme incitatif envisagé pour les nouveaux projets de RTE ?

Question 9 : Pensez-vous opportun d'étendre ce mécanisme aux projets déjà décidés par RTE ?

ENGIE est favorable à l'extension du mécanisme incitatif aux investissements déjà décidés, au moins pour les ouvrages qui n'ont pas encore été construits.

Question 10 : Avez-vous des remarques sur le cadre incitatif envisagé pour les investissements « hors réseaux » ?

ENGIE est favorable à la proposition de la CRE.

Question 11 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le cadre de régulation de la qualité d'alimentation ?

ENGIE n'a pas d'objection aux orientations envisagées par la CRE.

Question 12 : Etes-vous favorable à ce que les coupures provenant du RPT soient intégrées dans le périmètre du dispositif d'indemnisation pour coupures longues qui s'appliquerait aux GRD pour le TURPE 5 HTB ?

ENGIE n'a pas d'objection aux orientations envisagées par la CRE.

Question 13 : Estimez-vous souhaitable de mettre en place une régulation incitative de la qualité de service de RTE dans le TURPE 5 HTB ? Si oui, dans quels domaines ?

D'une façon générale, ENGIE est favorable à l'amélioration de la qualité des services de RTE. En l'absence de difficultés spécifiques, la proposition de la CRE consistant à mettre sous contrôle certains indicateurs pendant ce nouvel exercice convient à ENGIE.

Question 14 : Etes-vous favorable à ce que RTE publie ses indicateurs de suivi de la qualité de service ?

ENGIE est favorable à la publication.

Question 15 : Etes-vous favorable à la reconduction du cadre de régulation de la R&D ?

ENGIE est favorable à la reconduction du cadre de régulation actuel.

Question 16 : Quelle est votre analyse de la trajectoire des dépenses et des programmes de R&D prévus par RTE pour le TURPE 5 HTB ?

ENGIE souhaite que la CRE exerce un suivi et un contrôle sur la valeur réellement apportée par les programmes de R&D. ENGIE est attentif à ce que les actions menées dans ce cadre respectent les règles d'indépendance et de transparence.

Question 17 : Etes-vous favorable à l'introduction dans le TURPE 5 HTB de la possibilité de prendre en compte des projets de déploiement des réseaux électriques intelligents proposés par RTE en cours de période tarifaire ?

ENGIE est favorable à la prise en compte de projets de déploiement des réseaux électriques intelligents, sous réserve qu'ils ne soient pas à l'origine de l'activation de la clause de rendez-vous conduisant à augmenter le TURPE à mi-exercice tarifaire.

Question 18 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité d'inciter RTE à réduire le coût total des pertes ?

ENGIE est favorable à la mise en œuvre d'un tel mécanisme qui devrait conduire RTE à réduire le coût de l'un de ses principaux postes de dépense.

Question 19 : Etes-vous favorable au mécanisme d'incitation sur les pertes envisagé par la CRE ?

ENGIE est favorable au dispositif proposé par la CRE qui prend acte que RTE est un acheteur important d'électricité pour ses pertes, et qu'il doit à ce titre réduire leurs volumes et rechercher le moindre coût.

ENGIE s'interroge cependant sur le taux de référence des pertes, pris égal à la moyenne arithmétique des taux observés entre 2012 et 2015. Plusieurs évolutions attendues de l'équilibre offre demande en France laissent penser que les volumes de pertes vont décroître, et que la valeur retenue ne constitue pas un véritable progrès :

- La consommation française stagne ou décroît, comme l'atteste d'ailleurs la prévision des soutirages nets du réseau HTB (Cf. Tableau 31 de la consultation), ce qui en principe ne peut entraîner qu'une réduction du niveau des pertes,
- La production décentralisée, autoconsommée, ou développée au sein des réseaux HTA devrait normalement diminuer la demande d'énergie à transporter par les réseaux HTB, ce qui devrait également diminuer le niveau des pertes,

La CRE devrait s'interroger sur l'impact de ces évolutions et lier par exemple, le taux de pertes à un indicateur représentatif de l'énergie qui transite par les réseaux HTB (y compris les imports / exports).

ENGIE pense que le gestionnaire de réseaux HTB dispose d'une bonne connaissance de ses pertes, puisqu'à tout instant il connaît (au moins ex-post) les schémas d'exploitation du réseau ainsi que les volumes de soutirage et d'injection en tout point.

ENGIE suggère *in fine* que la moyenne des niveaux constatés ces deux dernières années serve de référence : par exemple 2,07%

Par ailleurs, en ce qui concerne les achats d'énergie effectués par RTE, ENGIE souhaite que le coût de référence (ou la formule) soit rendu public, considérant qu'il ne constitue pas une information confidentielle ou sensible.

Question 20 : Le taux de partage envisagé vous semble-t-il cohérent avec le degré de maîtrise dont dispose RTE sur ce poste de coût ?

ENGIE est favorable à ce taux.

Question 21 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le partage de responsabilité entre les lauréats des appels d'offres passés et RTE pour le raccordement des éoliennes en mer ?

Question 22 : Avez-vous d'autres remarques sur la régulation du raccordement des éoliennes en mer ?

Question 23 : Etes-vous favorable à la reconduction des principes de fonctionnement du CRCP ? Sinon, quelles seraient, selon vous, les modifications à apporter au mécanisme actuellement en vigueur ?

ENGIE est favorable à la reconduction des principes actuels du mécanisme de CRCP et à la limitation à plus ou moins 2 % de la contribution annuelle de la grille tarifaire à sa résorption.

Question 24 : Etes-vous favorable aux évolutions de périmètre du CRCP envisagées par la CRE ?

ENGIE est favorable à la proposition de la CRE et considère que l'intégration de ces charges au CRCP permettrait de réduire le profil de risque de RTE, et par la même l'intérêt d'une clause de rendez-vous à mi exercice tarifaire

.

Question 25 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une clause de rendez-vous concernant le niveau des charges à couvrir par le TURPE 5 HTB, dans les conditions envisagées par la CRE ?

ENGIE est extrêmement réticent à l'introduction d'une clause de rendez-vous. Si tel était le cas, elle ne devrait être activable que de façon tout à fait exceptionnelle et après que les évolutions tarifaires aient été annoncées suffisamment à l'avance. Sinon, les bénéfices du dispositif tarifaire visant à réguler et étaler les charges au profit d'une plus grande lisibilité des tarifs et d'une réduction des risques, tant pour les distributeurs que pour les fournisseurs, disparaîtraient.

Deux causes principales d'évolution sont envisagées par la CRE :

- l'évolution en niveau des coûts du gestionnaire de réseau, pour lequel le CRCP doit jouer pleinement son rôle de lissage sur l'exercice tarifaire en cours, avec un éventuel report sur le suivant. En revanche, ENGIE est totalement opposé à la proposition de la CRE consistant à activer une évolution du TURPE dès que les

charges nettes excèdent de 1 % les trajectoires prévues. Elle serait en totale contradiction avec les principes du CRCP qui visent à limiter les mouvements dus aux rattrapages à plus ou moins 2 % de la grille tarifaire.

Si l'évolution des charges d'exploitation font courir à RTE des risques trop importants, il conviendrait que la CRE traite dans le cadre du CRCP les charges les plus volatiles, afin d'en lisser les conséquences,

- l'évolution de la grille consécutive à l'évolution de la structure tarifaire à mi exercice : ENGIE n'est pas favorable à cette évolution qui entre en totale contradiction avec les principes partagés jusqu'à maintenant, de stabilité de la structure et de prévisibilité des évolutions en niveau, permis par le cadre de régulation.

Dans l'hypothèse où une très forte hausse du TURPE 5 serait nécessaire, elle devrait être réalisée en fin de période tarifaire pour permettre aux fournisseurs de l'anticiper et éviter un pincement de marge sur les offres déjà signées.

Question 26 : Etes-vous d'accord avec les ajustements envisagés par la CRE sur les achats liés au système électrique ?

Question 27 : Que pensez-vous de la fourchette de charges nettes de fonctionnement envisagée par la CRE ?

ENGIE partage l'avis de la CRE, en particulier sur l'estimation du coût des services systèmes qui apparaissent trop élevés. Pour ENGIE, les charges doivent être estimées à leur juste niveau, de façon à ne pas surélever le TURPE.

Question 28 : Etes-vous d'accord avec la trajectoire de recettes d'interconnexion envisagée par la CRE ?

Les revenus, nets des coûts de transactions et d'organisation, du mécanisme transfrontalier de capacité, dont bénéficieront les gestionnaires de réseau du fait de la rémunération des capacités d'interconnexions entre les années 2018 et 2020 et de la mise en place des échanges transfrontaliers de capacité, doivent être portés au bénéfice du CRCP.

Par la suite, ces revenus devront être incorporés au TURPE 6 et suivants, au même titre que les revenus d'interconnexions

Question 29 : Etes-vous favorable aux demandes de RTE d'évolution de la méthode de calcul des charges de capital ?

ENGIE n'est pas favorable à une rémunération des actifs amortis, car les coûts associés à leurs dysfonctionnements sont pris en charge dans les frais d'exploitation du réseau. RTE a bien montré lors de l'établissement du TURPE 4 qu'il effectuait l'arbitrage entre la prolongation des actifs moyennant un processus de rénovation, de manière à les prolonger plutôt que les remplacer. Dès lors, la trajectoire des OPEX prend en compte une certaine obsolescence des ouvrages et leur nécessaire maintenance.

De même, ENGIE n'est pas favorable à une rémunération des actifs subventionnés. Si une telle rémunération devait néanmoins être adoptée, la trajectoire d'OPEX devrait être rediscutée en conséquence.

Question 30 : Que pensez-vous de la fourchette de coût moyen pondéré du capital envisagée par la CRE

Question 31 : Que pensez-vous de la trajectoire d'investissements présentée par RTE ?

La trajectoire d'investissement apparaît conforme au Schéma Décennal de Développement du réseau – RTE Edition 2015 -. Ce schéma prévoit principalement le développement de nouvelles interconnexions qui sont reprises dans le projet de TURPE 5.

Question 32 : Que pensez-vous des hypothèses d'évolution de la consommation présentées par RTE ?

ENGIE considère que les trajectoires prévues doivent être les plus réalistes possibles, dans un contexte où les dernières statistiques montrent un tassement, voir une décroissance, tant du nombre de consommateurs que des volumes consommés.

Si les prévisions sont biaisées, l'écart portant sur les recettes tarifaires devra faire l'objet d'un rattrapage dans le CRCP, puis une compensation *in fine* par une hausse, au détriment de la stabilité du tarif recherchée par les fournisseurs et les consommateurs.

Question 33 : Avez-vous toute autre remarque sur le prochain tarif TURPE 5 HTB ?